

Congrès AFSP 2009

Section thématique 37

Partis politiques et mouvements sociaux à la croisée des approches : interdépendances, transformations et traits communs

Axe 2

Sophie Bossy (IUE, Florence)

sophie.bossy@eui.eu

Le consumérisme politique : Entre actions collectives individualisées et participation politique, quelle place pour la recherche d'alternatives à la société de consommation ?

Les rapports entre mouvements sociaux et partis politiques ont toujours été à la fois ambivalents et complexes, emprunts de tentatives d'influences mutuelles, mais aussi de conflits ou de concurrence. Historiquement, on a pu observer une alternance entre des périodes de coopération et des périodes de distanciation critique. De nombreux facteurs contribuent à expliquer la complexité de ces relations, allant de la co-dépendance des deux types d'acteurs pour arriver à leurs fins¹ à l'existence d'une « société de mouvements sociaux », pour reprendre l'expression de David S. Meyer et Sidney Tarrow², qui sous-entend que l'activisme militant est devenu une composante intégrante de la vie politique moderne³.

Etudier la participation politique nécessite donc de se pencher sur de nombreux phénomènes qui se combinent et interagissent, tels que la désaffection pour les partis politiques traditionnels, la montée en force de mouvances populistes lors des élections ainsi que la popularité croissante de nombreuses formes de participation politique au-delà du simple vote⁴. Pourtant, bien souvent, l'étude de ces formes de participation est dissociée de l'étude des partis et des élections ce qui empêche de voir ces relations entretenues notamment par la multi-appartenance de nombreux acteurs politiques et associatifs.

La présente contribution s'inscrit dans le cadre d'une recherche centrée à la base dans le domaine des mouvements sociaux⁵ mais les acteurs étudiés navigant entre ces deux sphères de la vie sociale, nous avons été amenés à nous interroger sur ce phénomène de va-et-vient entre monde associatif et monde politique. En effet, dans le cadre de cette étude, nous avons entre autres rencontré des militants gravitant autour de l'association des Casseurs de Pub qui publie le journal *La Décroissance*. Or, certains d'entre eux, promoteurs de la théorie de la décroissance, ont fait le choix de coupler leurs activités associatives à un engagement politique lors de diverses élections. Ce choix ne fait pas l'unanimité auprès de la communauté des « objecteurs de croissance »⁶ et a suscité de nombreux débats internes, voire des conflits et des divisions. Cette polémique montre que l'entrée dans le champ politique n'allait pas de soi, au

¹ Voir notamment : Donatella della Porta, Mario Diani, *Social Movement. An Introduction*, Oxford, Malden, Blackwell Publisher Inc., 2006, pp.213-218.

² Ces deux auteurs parlent de « movement society » : David S. Meyer, Sidney Tarrow, *The Social Movement Society*, Lanham, MD : Rowman & Littlefield, 1998.

³ Dieter Fuchs parle, quant à lui, d'une « normalisation du non-conventionnel » (« *normalization of the unconventional* ») : Dieter Fuchs, « The Normalization of the Unconventional : New Forms of Political Action and New Social Movements », in : Gerd Meyer, Ryszka, Frantisek (dir.), *Political Participation and Democracy in Poland and West Germany*, Varsovie, Wydaeca, 1991, pp.148-169.

⁴ Voir : Hanspeter Kriesi, « Political Mobilisation, Political Participation and the Power of the Vote », *West European Politics*, 31(1-2), 2008, pp.147-168.

⁵ Il s'agit d'une recherche effectuée dans le cadre d'une thèse à l'Institut universitaire européen sous la direction de Donatella della Porta qui porte sur l'utopie dans les mouvements sociaux et se penche sur le consumérisme politique en France et en Angleterre.

⁶ Les tenants de la décroissance tendent à refuser le qualificatif de « décroissant » qu'ils jugent négativement connoté et lui préfèrent celui d'« objecteurs de croissance ». Nous avons donc décidé de reprendre ce terme.

moins pour une partie des militants gravitant dans le milieu de la décroissance. Il s'agit donc d'interroger ce choix pour en comprendre les motivations. De plus, lors de nos entretiens avec ces militants, nous avons été étonnés d'observer une critique assez virulente du parti des Verts, parti que l'on aurait pu, intuitivement, considérer comme le plus proche de leurs positions politiques. Pourtant aucun n'a fait le choix de les rejoindre et, plus généralement, l'ensemble des partis politiques existants étaient dépeints de manière relativement sombre. Cela a amené ces militants à diverses stratégies lors de leur entrée en politique : la candidature isolée et indépendante, la formation de groupes éphémères ou la création d'un nouveau parti politique, le Parti pour la décroissance (PPLD).

Le but de cette contribution est donc de donner des éléments d'explication à ce double positionnement dans les deux sphères sociales que sont le champ politique et l'espace des mouvements sociaux⁷ ainsi qu'à leur refus de rejoindre les acteurs jouant déjà dans le jeu politique. Pour cela, nous commencerons par faire une brève description de cette étude de cas en situant la décroissance dans le mouvement du consumérisme politique puis en retraçant l'historique de l'entrée en politique d'une partie de ses militants. Nous nous pencherons plus particulièrement sur le cas de la liste Idéalyon lors des élections municipales de Lyon en 2008 qui servira de point d'encrage à notre contribution bien que nous ferons aussi des parallèles avec d'autres expériences similaires. Une fois ce rappel effectué, nous aborderons différentes variables explicatives qui peuvent être mobilisées pour nous aider à comprendre les choix faits par ces acteurs. Nous commencerons donc par voir en quoi leur positionnement dans l'espace des mouvements sociaux et leurs relations avec les autres acteurs du consumérisme politique peut contribuer à expliquer leur décision d'investir le champ politique. Puis nous verrons si le contexte ainsi que la structure des opportunités politiques les ont aidés ou non à adopter ce double positionnement. Enfin, nous verrons comment l'argumentaire discursif de la décroissance est mobilisé pour expliquer, justifier et peut-être même renforcer ce choix en nous penchant plus particulièrement sur l'utopie anticonsumériste mobilisée par ces acteurs. Nous terminerons notre étude en nous penchant sur les conséquences de ce double positionnement en observant la manière dont ces acteurs ont investi le champ politique en en faisant une tribune médiatique pour introduire la décroissance dans le débat politique et en y transférant leur conception de l'engagement sous la forme d'actions collectives individualisées. Nous verrons comment leurs stratégies ont en retour renforcé leur discours utopique anticonsumériste notamment dans sa dimension de radicalisme autolimité. Enfin, nous conclurons en nous interrogeant sur les perspectives d'avenir de la décroissance dans le champ politique.

1. L'entrée en politique de la décroissance

La décroissance est à la fois une théorie et un réseau de militants, connectés de manière plus ou moins dense, au sein d'un mouvement plus large que l'on peut nommer le consumérisme politique. Ce terme a été forgé par Michele Micheletti⁸ puis repris par de nombreux chercheurs⁹. Notre définition, sensiblement différente de celle habituellement utilisée, est le fruit d'une réflexion en court et sera sans doute amenée à être retravaillée dans le futur. Nous entendons le *consumérisme politique* comme un mouvement social qui comprend un réseau d'acteurs individuels et collectifs qui critiquent et veulent se démarquer du consumérisme traditionnel en politisant l'acte d'achat afin de rechercher et promouvoir d'autres types de

⁷ Nous reprenons ici la terminaison de Lilian Mathieu, voir infra.

⁸ Pour elle, le consumérisme politique « représente des actions par des gens qui font des choix entre des producteurs et des produits avec l'objectif d'en changer les pratiques objectives, institutionnelles ou de marché. Leurs choix sont basés sur des attitudes et des valeurs concernant des enjeux de justice, d'équité ou des enjeux non-économiques qui concernent leur bien-être personnel et familial ainsi que des évaluations éthiques ou politiques, de pratiques d'entreprise ou de gouvernement jugées favorablement ou non favorablement. » Voir : Michele Micheletti, *Political Virtue and Shopping : Individual Consumerism, and Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.2.

⁹ Voir, entre autres : Michele Micheletti, Andreas Follesdal, Dietlind Stolle (dir.), *Politics, Products, and Markets : Exploring Political Consumerism Past and Present*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2004 ; Dietlind Stolle, Marc Hooghe, Michele Micheletti, « Politics in the Supermarket : Political Consumerism as a Form of Political Participation », *International Political Science Review*, 26(3), 2005, p.245-269 ; Boris Holzer, « Political Consumerism between Individual Choice and Collective Action : Social Movements, Role Mobilization and Signaling », *International Journal of Consumer Studies*, 30(5), 2006, p.405-415 ; Sophie Dubuisson-Quellier, *La consommation engage*, Paris : Sciences Po Les Presses, 2009.

consommation. Une des particularités de ce mouvement réside dans l'importance accordée aux « actions collectives individualisées », pour reprendre le terme de Michele Micheletti¹⁰, qui vont du boycott à l'achat de produits issus du commerce équitable en passant par le barbouillage de publicité ou la simplicité volontaire. Beaucoup impliquent des choix spécifiques de styles de vie des acteurs impliqués mais ces actions peuvent néanmoins aussi comprendre des actes de contestation organisée. Enfin, le consumérisme politique comprend un éventail de groupes allant de l'alter-consumérisme, qui promeut l'émergence du consommateur, à l'anti-consumérisme qui revendique une forme plus radicale de rébellion consommatrice¹¹. Les tenants de la décroissance se situent dans l'anti-consumérisme.

Le terme « décroissance » a été forgé par Jacques Grinevald, un historien et philosophe qui a traduit l'ouvrage de l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, par *La décroissance : Entropie, écologie, économie*, en 1971¹². Ce livre est considéré comme un élément fondateur de la théorie de la décroissance, au même titre que les travaux du Club de Rome. Le terme « décroissance », considéré par certains, comme Paul Ariès, comme un « mot-obus » a pris son véritable essor à la fin des années 1990 et au début des années 2000 et, aujourd'hui, la plupart des acteurs politiques, au moins de gauche, ont été amenés à prendre publiquement position sur ce sujet.

Cependant, le concept n'a pas de définition qui réunirait l'ensemble de ses promoteurs¹³. Les personnes rencontrées pour cette recherche étant proche du journal *La Décroissance*, nous donnerons celle de Nicolas Ridoux, collaborateur du journal, définition dans laquelle nous pouvons supposer que la plupart se retrouveraient certainement :

« La décroissance est un changement de posture, un moyen et non une fin. Puisque tous les problèmes dont nous venons de donner la liste en première partie sont causés par une démesure généralisée, il s'agit de freiner cette démesure, de lui imposer des limites, individuelles et collectives. On parle en général de *décroissance soutenable*, ou décroissance soutenable et équitable (de dernier terme pour marquer l'importance du partage entre les humains, avec d'abord le souci des plus démunis).

Décroissance : diminution régulière de la consommation matérielle et énergétique, dans les pays et pour les populations qui consomment plus que leur empreinte écologique admissible, en évacuant en priorité le superflu matériel, au profit d'une croissance des relations humaines. Cette diminution de la consommation est délibérée.

Soutenable : pour préciser le caractère progressif, démocratique, de la décroissance et la volonté d'éviter tout choc social pouvant dégénérer dans la violence. Egalement pour s'opposer au caractère 'insoutenable' de la poursuite de notre mode de vie actuel.

La décroissance n'est pas une croissance négative, c'est avant tout la sortie de la religion de la croissance, une 'a-croissance'. Nous libérons ainsi notre imaginaire des contraintes fixées par la croissance économique en tant que nécessité absolue. Il ne s'agit pas de faire 'tout pareil' mais en moins, en plus petit, en rabougri. Il s'agit de *faire autrement*. Paul Ariès le résume ainsi : 'La décroissance est un discours de partageux, mais de partageux désormais convaincus qu'on ne peut distribuer que d'autres richesses que celles qu'impose, jour après jour, cette funeste société de consommation. Autrement dit : il ne s'agit pas seulement de répartir autrement le gâteau, mais d'en changer la recette.'

La décroissance n'est pas un nouveau système, clé en mains, dont chaque terme s'opposerait à l'ancien. C'est avant tout une nouvelle approche de nos modes de vie, afin qu'ils ne soient plus systématiquement subordonnés à ce qui devient une tyrannie économique.

Le terme de 'décroissance', en rupture avec nos habitudes, stimule le débat et la réflexion et nous fait prendre du recul par rapport à l'*idéologie* de la croissance. »¹⁴

¹⁰ Voir : Michele Micheletti, *op. cit.*. Le terme d'action individuelle à visée collective nous paraît plus appropriée mais une longue discussion sur la différence entre ces deux expressions n'est pas le sujet de ce papier, c'est pourquoi nous nous contenterons d'utiliser celle de Michele Micheletti, plus couramment trouvée dans la littérature sur le sujet.

¹¹ Ici nous nous inspirons de la distinction faite par Xavier Crettiez et Isabelle Sommier : Xavier Crettiez, Isabelle Sommier, *La France Rebelle*, Paris, Editions Michalon, 2006, pp.587-607.

¹² Nicholas Georgescu-Roegen, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge, New York, Harvard University Press, 1999 ; Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance: Entropie, écologie, économie*, Paris : Ellébore-Sang de la terre, 2006.

¹³ C'est d'autant plus que le cas que se reconnaissent sous la bannière de la décroissance des personnes aux convictions fort diverses, allant de l'extrême-gauche à l'extrême-droite.

¹⁴ Nicolas Ridoux, *La décroissance pour tous*, Lyon : Parangon, 2006, pp.91-92. Dans la citation, il cite : Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne : Golias, 2005.

On le voit, la décroissance est basée sur la critique de l'idéologie d'une nécessaire croissance ainsi que la condamnation de la société de consommation et du capitalisme qui l'accompagne. Elle part d'un constat simple : une croissance infinie n'est pas possible dans un monde aux ressources finies. A partir de là, les tenants de cette théorie promeuvent deux types d'actions : des actions individuelles rassemblées sous la bannière de « simplicité volontaire »¹⁵ et des actions collectives qu'elles soient associatives, syndicales, voire politiques¹⁶.

La question de l'entrée dans le champ politique des objecteurs de croissance a longtemps divisé (et divise encore) les tenants de la décroissance. Certains, comme Vincent Cheynet et Bruno Clémentin¹⁷ ont, dès le début des Casseurs de Pub, exprimé la volonté de prolonger leur engagement dans le champ politique. A ce titre, ils ont créé l'association Ecolo dans laquelle ils ont défendu l'idée d'un engagement en politique et ont discuté de l'opportunité de rejoindre le parti des Verts. En 2005, ils ont contribué aux « Etats Généraux de la Décroissance Equitable » avec d'autres organisations telles que le Réseau écolo-libertaire pour la décroissance et le distributisme, le journal *Prosper*, les Alternatifs, etc. L'idée était alors de s'accorder sur un candidat qui défendrait les valeurs de la décroissance lors de l'élection présidentielle de 2007. Cependant, des conflits sont apparus entre les organisateurs ainsi qu'avec le public concernant le choix du candidat (Pierre Rabhi, Paul Ariès ou José Bové) et le contenu du programme.

Face à ces tensions, les créateurs d'Ecolo ont décidé de leur propre chef de créer un parti politique, le Parti pour la décroissance (PPLD)¹⁸. Cette décision a suscité de vives tensions parmi les objecteurs de croissance, entraînant de fortes critiques notamment sur le site internet decroissance.info ou de la part de Serge Latouche, par ailleurs théoricien important du mouvement¹⁹. Le PPLD n'a jamais connu la renommée espérée mais est resté un groupuscule que de nombreux de ses créateurs ont quitté – dont Vincent Cheynet – pour diverses raisons. Malgré sa présence dans l'offre politique, la plupart des objecteurs de croissance qui ont décidé de présenter leur candidature lors d'élections ont préféré le faire en dehors de cette organisation, la plupart du temps en indépendants ou dans des rassemblements éphémères²⁰.

Les objecteurs de croissance ne sont bien sûr pas les premiers à passer du monde associatif au champ politique. Après tout, la tentation de donner une dimension politique à des revendications émises dans le domaine associatif ou syndical n'est pas nouvelle et a structuré l'histoire de la gauche dans de nombreux

¹⁵ Pour Nicolas Ridoux, « La simplicité volontaire, c'est une réduction forte, choisie, de notre consommation. » : Nicolas Ridoux, *op. cit.* p.95.

¹⁶ Sur les formes d'action de la décroissance, voir notamment : Sophie Dubuisson-Quellier, *op. cit.*, pp.99-103.

¹⁷ Vincent Cheynet et Bruno Clémentin sont deux des fondateurs des Casseurs de Pub puis du journal *La Décroissance*.

¹⁸ Le PPLD a été créé officiellement le 8 avril 2006. Le communiqué annonçant cette création est le suivant : « Suite aux Etats-généraux de la décroissance équitable qui se sont déroulés le 15 octobre 2005 à Lyon en rassemblant plus de 300 personnes, le PARTI POUR LA DECROISSANCE annonce sa naissance. Le mouvement pour la décroissance prend de l'ampleur dans la société et il se concentre maintenant sur son indispensable articulation politique. Au moment où nous atteignons le pic d'extraction du pétrole, le choix ne se pose pas entre croissance et décroissance mais entre récession ou décroissance, c'est-à-dire entre le chaos ou une décroissance soutenable et équitable préservant et renforçant la démocratie et l'humanisme. Le PARTI POUR LA DECROISSANCE s'attelle aujourd'hui à présenter des candidats dans toutes les circonscriptions françaises en 2007 pour présenter la décroissance à l'ensemble de nos concitoyens. Le PARTI POUR LA DECROISSANCE appelle toutes celles et tous ceux qui souhaitent que la décroissance soit portée dans le champ politique à le rejoindre. » (voir : <http://www.decroissance.info/Creation-du-PARTI-POUR-LA>).

¹⁹ Voici le communiqué qu'il a publié en réponse à celui annonçant la création du PPLD : « Je pense qu'on ne pouvait pas trouver mieux pour déconsidérer la décroissance et casser le mouvement à sa naissance que le lancement d'un ridicule parti de la décroissance. Bien qu'étant du parti d'en rire, je ne trouve pas ça drôle et je suis fort déçu de me trouver, à mon corps défendant, associé à ce témoignage de manque de maturité politique. » (voir : <http://www.decroissance.info/Creation-du-PARTI-POUR-LA>). Il a aussi expliqué sa position dans divers articles dont : Serge Latouche, « La décroissance : Un enjeu électoral », *Politix*, n°905, 8 juin 2006.

²⁰ Peu d'études ont été effectuées sur le PPLD, on peut cependant citer quelques écrits comme : Xavier Crettiez, Isabelle Sommier, *op. cit.*, pp.601-607 ; Baris Gencer Baykan, « From Limits to Growth to Degrowth within French Green Politics », *Environmental Politics*, 16(3), 2007, pp.513-517 ; Fabrice Flipo, « Voyage dans la galaxie décroissante », *Revue du Mauss permanente*, 2007, <http://www.journaldumauss.net>.

pays²¹. D'importantes similarités peuvent aussi être trouvées avec l'entrée en politique des écologistes dans les années 1970 et 1980 par la création, notamment, du parti des Verts. Ce dernier parallèle est d'ailleurs d'autant plus intéressant qu'il montre, dans les deux cas, la présence de fortes luttes internes d'une part entre les promoteurs de l'entrée en politique du mouvement et ses opposants et, d'autre part, au sein du parti sur le contenu de son programme²².

Lors de notre étude sur le consumérisme politique, nous avons interrogé des objecteurs de croissance dont la plupart ont eu, à un moment ou à un autre, au moins une expérience politique : candidat lors d'élections locales, membre d'un parti politique, activiste auprès des comités de soutien de José Bové en 2007, etc. Le cas de Margaux et Jérôme nous a paru particulièrement intéressant²³. En effet, alors qu'ils ne s'étaient jamais engagés en politique, ils ont décidé, avec des amis, de monter une liste pour les élections municipales de Lyon de 2008 : IdéalYon. Bien qu'une liste défendant des idées similaires, Audaces (Alternatives Unitaires, Démocratiques, Anticapitalistes, Citoyennes, Ecologiques, Solidaires), rassemblant des objecteurs de croissance ainsi que des membres de la LCR et de la gauche alternative se montait en parallèle dans plusieurs arrondissements de la ville, ils ont fait le choix de ne pas les rejoindre (sans pour autant les concurrencer directement, en se mettant dans un arrondissement où Audaces de se présentait pas²⁴). Ils ont donc monté une liste indépendante, bien que soutenue officiellement par Audaces et se sont présentés dans le deuxième arrondissement.

Leur programme politique tient en cinq points : « Un logement pour tous et pas de quartiers ! ; RespirALyon ! ; Pour une économie de décroissance juste et respectueuse de l'environnement ; Amélioration du cadre de vie ; Citoyennes, citoyens... ; et CulturALyon ! » Leur slogan est : « Pour une ville décroissance et solidaire ». Ils ont obtenu 3,36% des voix, score moins élevé que ceux obtenus par les listes d'Audaces qui vont de 4,98% à 13,13% (la liste était présente dans six arrondissements). Initialement formée autour d'un groupe d'amis auxquels sont venus s'ajouter d'autres militants suite à des réunions publiques, IdéalYon ne s'est pas transformée en une structure pérenne, même si ses membres se retrouvent de temps à autres.

Nous considérons cet exemple représentatif des différentes initiatives d'entrée dans le champ politique par des objecteurs de croissance. Le discours est tourné vers des préoccupations locales comme la critique de certains projets du maire actuel de Lyon, Gérard Collomb mais il prend aussi en compte des considérations plus générales en tentant de dessiner un projet de ville respectant les idéaux de la

²¹ Voir notamment : Donatella della Porta, Mario Diani, *op. cit.* ; Jack A. Goldstone, *States, Parties and Social Movements*, Cambridge, New York : Cambridge University Press.

²² Des études intéressantes ont été menées sur les écologistes et la politique que ce soit en France : Bruno Villalba, « Les écologistes à l'heure du pragmatisme », in Pierre Bréchon (dir.), *Les partis politiques français*, Paris, La Documentation française, 2005, pp.153-178, ou Daniel Boy, Vincent-Jacques Le Seigneur, Agnès Roche, *L'écologie au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995 ; en Allemagne, Cyrus Ernesto Zirakzadeh, *Social Movements in Politics : A Comparative Study*, Londres, New York, Longman, 1997 ; ou plus généralement en Europe : Dick Richardson, Christopher Rootes, *The Green Challenge : The Development of Green Parties in Europe*, Londres, Routledge, 1995. De leur côté, Pontus Odmalm et Charles Lees ont montré des mécanismes similaires avec l'entrée en politique de groupes ethniques en Suède et aux Pays-Bas : Pontus Odmalm, Charles Lees, « Getting Ethnic Questions on the Agenda : Party Formation as a Strategy for Social Movements », *Social Movement Studies*, 5(1), 2006, pp.1-18.

²³ Nous les avons rencontrés à Lyon une première fois, séparément, les 21 et 22 novembre 2007 puis une nouvelle fois, ensemble et spécifiquement à propos de la campagne municipale, le 8 avril 2009. Pour des raisons d'anonymat, leurs prénoms ont été modifiés.

²⁴ Jérôme explique ainsi : « Le débat principal ça a été celui de se rattacher à Audaces ou pas en fait, il a été présent, enfin, c'est-à-dire qu'à un moment donné on a dit... on reste, voilà, enfin on sera pas présents sur les listes Audaces, au nom d'Audaces et voilà, enfin ça a été quand même aussi, sachant qu'on faisait partie déjà des réunions, des discussions pour ça, enfin ça a été... je pense... assez mal pris ou enfin assez critiqué, quand même, dans l'ensemble, enfin... Après, vu qu'on représentait pas une force particulière et un danger, on n'était pas la tête de liste des décroissants sur Lyon... enfin voilà, donc du coup, on s'était jamais présentés, on n'avait... on n'amenait pas un réservoir de voix particulier ou quoi que ce soit, donc... ils ont dit très bien, nous on... C'était tendu jusqu'à ce que... tant qu'on disait on va se présenter sur le septième... là il y aurait eu... voilà. A partir du moment où on a dit nous on veut bien aller sur le deuxième, bon, ben... voilà... » (Entretien du 8 avril 2009).

décroissance. Il est somme toute assez similaire, par exemple, à celui développé par Audaces qui se démarque plus par son professionnalisme politique que par le contenu de son discours²⁵.

2. Comment expliquer ce double positionnement ?

Cet engagement dans des élections municipales de la part de ces objecteurs de croissance ne va pas de soi, tout d'abord parce qu'il ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté des tenants de la décroissance puis parce que, de l'avis de Jérôme et Margaux eux-mêmes, l'expérience n'a pas été facile²⁶. Pourtant les exemples d'entrée en politique d'objecteurs de croissance, que ce soit par le biais de ces regroupements éphémères ou par le biais de tentatives plus organisées, se répètent régulièrement et ce en dehors des partis existants avec lesquels ils ont des rapports plus ou moins conflictuels. Nous allons donc apporter un éclairage à ce phénomène en utilisant différents concepts qui peuvent aider à mieux comprendre ce double positionnement. Nous verrons dans un premier temps l'importance du positionnement initial dans l'espace des mouvements sociaux des tenants de la décroissance. Puis, nous observerons en quoi le contexte ainsi que la structure des opportunités politiques ont pu aider ou au contraire freiner ce double positionnement. Nous terminerons en observant la décroissance sous l'angle de son utopie pour voir en quoi celle-ci peut apporter un éclairage intéressant.

2.1. Un isolement relatif dans l'espace des mouvements sociaux

Les objecteurs de croissance se situent dans ce que Lilian Mathieu a appelé l'espace des mouvements sociaux, c'est-à-dire « un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance. »²⁷ Ils se situent en effet dans un pôle de cet univers que nous avons appelé le consumérisme politique et il paraît utile d'observer le positionnement de ces acteurs en identifiant leurs liens avec les autres acteurs présents dans cet espace afin de mieux comprendre les stratégies employées.

Les objecteurs de croissance que j'ai rencontrés sont tous proches de l'association des Casseurs de Pub, il semble donc important de décrire le positionnement de cette organisation. Les Casseurs de Pub ont été fondés en 1999 sur le modèle de l'organisation canadienne Adbusters Media Foundation (AMF), dont l'activité principale est la publication d'un magazine, *Adbusters*. Ce groupe appartient au mouvement du « culture jamming »²⁸. Le nom Casseurs de Pub est d'ailleurs la traduction du terme Adbusters. De la même manière que le créateur d'AMF, Kale Lasn, Vincent Cheynet vient initialement de l'industrie publicitaire de laquelle il est progressivement devenu de plus en plus critique et la revue que l'association publie initialement, *Casseurs de Pub*, est centrée sur la critique de la publicité. Cependant,

²⁵ Voir notamment : Gilbert Dumas, « La ville capitaliste. Quelques éléments de critique de la politique lyonnaise à partir de la campagne de la liste AUDACES », in : Paul Ariès *et al.*, *Non a capitalisme vert*, Lyon, Parangon, 2009, pp.66-78 ; ou le programme de la liste Audaces, disponible à l'adresse internet suivante

http://audaces.fr/images/stories/materiel/municipales_2008/4pagesaudaces.pdf.

²⁶ Ils m'ont ainsi expliqué :

Margaux : « Ouais, moi je sais pas, moi j'ai l'impression qu'à cette période-là je me suis pris des claques dans tous les sens, quoi... mais... Enfin c'est vrai, c'était... c'était dur, quoi ! Enfin moralement... »

Jérôme : Ouais...

Margaux : ... mais tous les deux, quoi, on a accusé le coup... [*Silence*] Parce qu'on a beaucoup donné aussi et que...

Jérôme : Ouais, c'était pas évident, après en général, c'est ça, c'est... c'est s'investir beaucoup et puis se croire... croire... voilà, enfin... » (Entretien du 8 avril 2009)

²⁷ Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 77, 2007, p.133. Voir aussi : Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 52(1), 2002, pp.75-100. Nick Crossley parle, lui, de « champ de la contestation », voir notamment : Nick Crossley, « From Reproduction to Transformation : Social Movement Fields and the Radical Habitus », *Theory, Culture & Society*, 20(6), 2003, pp.43-68.

²⁸ Åsa Wettergren définit ainsi le culture jamming : « une forme symbolique de protestation localisée dans le champ de l'activisme anti-corporation dans lequel les tensions entre les principes démocratiques et les principes antidémocratiques du marché 'libre' sont articulées comme des conflits politiques contemporains pivots. » Voir : Åsa Wettergren, « Fun and Laughter : Culture Jamming and the Emotional Regime of Late Capitalism », *Social Movement Studies*, 8(1), 2009, p.2.

progressivement, les membres de l'association ont ressenti le besoin d'élargir leur discours au-delà de cette seule critique et, en 2004, ils commencent à publier un autre journal, intitulé *La Décroissance. Le journal de la joie de vivre*. Aujourd'hui, l'association comprend cinq salariés permanents mais un certain nombre de journalistes, intellectuels et illustrateurs participent plus ou moins régulièrement à la rédaction du journal. De plus, tous les mois, des militants se réunissent afin de s'occuper de l'envoi du journal aux abonnés²⁹. Le journal est tiré à 45 000 exemplaires dont environ 25 000 sont vendus.

Les Casseurs de Pub, de par leur journal, disposent d'une visibilité importante au sein de l'anti-consumérisme. De plus, de nombreux intellectuels du mouvement ont participé à un moment ou à un autre au contenu de *La Décroissance* et des liens existent entre ces militants et d'autres groupes appartenant à l'anti-consumérisme comme Résistance contre l'Agression Publicitaire, les Déboulonneurs ou encore Paysages de France, Action Consommation ou le CRIIRAD. Au-delà même de l'anti-consumérisme, les Casseurs de Pub entretiennent des relations avec des groupes issus du mouvement écologiste tels que le réseau « Sortir du Nucléaire » ou Alter Ekolo, ou issus du mouvement altermondialiste comme Attac³⁰.

Pourtant, les Casseurs de Pub n'ont pas que des relations amicales avec tous les membres de l'anticonsumérisme et des conflits assez violents ont notamment émergé dans la mouvance de la décroissance. Nous avons déjà mentionné les polémiques autour de la création du PPLD mais nous pouvons ajouter à cela les conflits qui opposent l'organisation, et notamment son rédacteur en chef, Vincent Cheynet, avec la revue *Silence* qui elle aussi promeut les idées de la décroissance. Ces conflits ont poussé les Casseurs de Pub à quitter le local qu'ils partageaient avec cette revue et un journaliste de cette dernière, Esteban Montoya, poursuit actuellement Vincent Cheynet pour diffamation³¹. Selon les Casseurs de Pub, une partie de ces polémiques viendrait du fait que beaucoup de personnes aux idéologies très différentes se revendiquent de la décroissance en mettant derrière ce terme des définitions extrêmement différentes. Cela les a notamment amenés à sortir un numéro de *La Décroissance* où ils traitent des « faux amis de la décroissance » en février 2006. Les Casseurs de Pub sont également très critiques envers de nombreux acteurs du consumérisme politique ou de l'écologie qu'ils nomment les « éco-tartuffes » et qu'ils jugent néfastes à la cause écologiste et décroissante³². De même, Paul Ariès a tenu des propos très critiques envers le commerce équitable³³.

Si le terme « décroissance » est de plus en plus entendu dans les grands médias, il est rarement entendu selon la définition des objecteurs de croissance mais est au contraire plutôt négativement connoté. Le

²⁹ En effet, pour éviter l'emballage plastique que la Poste effectue pour les envois de journaux, les Casseurs de Pub préfèrent s'occuper eux-mêmes de l'étiquetage des journaux en faisant appel, tous les mois, à l'aide de bénévoles. C'est par le biais de cette « expédition » que nous avons pris contact avec les militants rencontrés.

³⁰ Il s'agirait d'interroger plus avant l'intensité de ces relations car certaines relations restent plus discursives que pratiques, telles celles entre la décroissance et Slow Food. En effet, si les Casseurs de Pub vantent régulièrement l'association de Carlo Petrini, ils n'ont par exemple aucun contact avec les Canuts Ecervelés, antenne locale à Lyon de Slow Food et on peut légitimement s'interroger sur la possibilité de ces liens, au niveau local tout au moins, tant les positions entre les militants des Canuts Ecervelés et celles des objecteurs de croissance sont éloignées.

³¹ A l'heure où nous écrivons ces lignes, le procès n'a pas encore eu lieu.

³² Sophie Divry a ainsi écrit : « Un éco-Tartuffe est quelqu'un qui fait le contraire de ce qu'il dit. Un éco-Tartuffe est un hyper-riche qui, après avoir participé au Paris Dakar pendant 10 ans comme Yann Arthus-Bertrand ou Albert de Monaco, s'emploie désormais à faire la morale au bon peuple. Florent Pagny est un évadé fiscal, comme Charles Aznavour. Ils polluent davantage en une année que dix RMistes dans toute leur vie. Charles Aznavour, Antoine, Yannick Noah, François Pinault sont des enfants gâtés de la société de consommation. Ils passent leur temps en avion, possèdent plusieurs maisons et de nombreux véhicules. Le slogan des sportifs de l'UCPA est : 'La planète est votre terrain de jeu.' Cette formule pourrait être celle des éco-Tartuffes. Tout allait très bien pour eux jusqu'à la crise écologique. Ces hyper-riches s'alarment aujourd'hui de voir leur terrain de jeu s'abîmer. Ils nous font désormais la leçon en nous demandant de bien vouloir fermer le robinet quand nous nous lavons les dents. Car si les éco-Tartuffes veulent que l'on sauve la planète, ils veulent avant tout sauver leurs privilèges et le système qui les a fait riches. Oui, il faut protéger l'environnement, mais aussi la peinture de mon hélicoptère, ce qui est plus important encore. Bref, un éco-Tartuffe évite de parler de ce qui fâche vraiment et en reste à des solutions de surface, celles du développement durable. » : Sophie Divry, « Les tartuffes de l'écologie », in : Paul Ariès *et al.* (dir), *Pour repolitiser l'écologie : Le contre-Grenelle de l'environnement*, Lyon, Parangon, 2008, pp.19-20.

³³ Voir notamment : Paul Ariès, *No Conso. Manifeste pour la grève générale de la consommation*, Paris, Golias, 2006.

journal *La Décroissance* ainsi que le site internet de l'IEESDS³⁴ publient régulièrement un recensement des critiques émises dans les médias à l'encontre de la décroissance. On y apprend qu'ils se sont fait traiter de « Khmers verts », d'« ayatollahs verts », d'« hurluberlus » et que la décroissance est comparée à un « retour à la bougie » ou un « retour à la cueillette »³⁵. En retour, le journal *La Décroissance* ne se prive pas des critiques elles-mêmes les plus acerbes envers les grands médias traditionnels. Cela a pour conséquence un relatif isolement de leurs actions. En effet, pour un non-initié aux réseaux (notamment internet) de la décroissance, il est certainement difficile d'entendre parler de ce que les objecteurs de croissance font ou disent. Même les actions couronnées, selon leurs organisateurs, de succès – comme les diverses marches pour la décroissance ou les conférences du « contre-Grenelle » – n'ont eu qu'un faible écho auprès de la population générale. Enfin, la « Journée sans achat », action promue par les Casseurs de Pub qui est sans doute une des plus connues, outre son aspect ponctuel (il s'agit d'une journée par an), n'est que très peu reliée aux idées de la décroissance au-delà de son aspect déconsommation.

L'isolement relatif des objecteurs de croissance gravitant autour des Casseurs de Pub est sans doute en partie renforcé par la faible multipositionnalité de ces militants. En effet, si l'engagement décroissant est un engagement total dans le sens qu'il englobe de nombreuses sphères de la vie de ses adeptes, nous avons été surpris de constater qu'il ne se traduit que très peu par des implications de type associatif ou syndical. Nous reviendrons sur les formes que prend l'engagement décroissant mais nous pouvons déjà mentionner que cela ne contribue sans doute pas à renforcer les alliances au sein de l'espace des mouvements sociaux.

Cet isolement relatif se fait à un moment où le consumérisme politique prend de plus en plus d'ampleur avec un discours écologisant de plus en plus envahissant et une recherche d'autres façons de consommer que l'on retrouve dans les médias, le monde associatif mais aussi dans les publicités où ce que les objecteurs de croissance appellent le « greenwashing » est de plus en plus présent. Malgré cet essor de certaines de leurs thématiques, le discours décroissant ne semble pas prendre et on peut donc émettre l'hypothèse que la décision de certains objecteurs de croissance d'investir le champ politique participe entre autres d'une stratégie de survie pour exister dans un univers saturé d'informations sur la consommation mais qui ne laisse que peu de place au discours prônant la décroissance.

2.2. Un contexte peu favorable à leur entrée en politique

Le positionnement dans l'espace des mouvements sociaux ne peut à lui seul expliquer l'entrée dans le champ politique de certains objecteurs de croissance. D'autres variables doivent aussi être considérées. Tout d'abord il paraît important de resituer le contexte politique. Nous datons le début de l'entrée en politique de la décroissance autour de la campagne présidentielle de 2007³⁶. Il est important de rappeler l'importance de l'enjeu écologiste dans les débats de cette campagne, notamment matérialisée par le Pacte de Nicolas Hulot. Cela ne s'est cependant pas traduit dans les votes puisque Dominique Voynet ou José Bové n'ont pas eu les scores qu'ils espéraient. La campagne puis le résultat de cette élection ont servi de déclencheur pour de nombreux objecteurs de croissance. Les thèmes débattus notamment autour du pouvoir d'achat ou du « travailler plus pour gagner plus » leur ont paru comme étant aux antipodes de leurs convictions, l'alternative proposée au second tour ne les a pas satisfaits et la victoire de Nicolas Sarkozy en a poussé beaucoup à vouloir s'investir en politique³⁷.

³⁴ Il s'agit de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable, fondé par les Casseurs de Pub.

³⁵ Voir notamment : <http://www.decroissance.org/?chemin=insultes>. Vincent Cheynet mentionne lui aussi certains de ces propos dans son ouvrage : Vincent Cheynet, *Le choc de la décroissance*, Paris, Editions du Seuil, pp.164-165.

³⁶ En effet, les premiers débats à propos de l'entrée en politique d'un candidat décroissant tournaient autour d'une candidature pour cette élection. Il est sans doute possible de trouver des candidatures ponctuelles se réclamant de la décroissance avant cela mais le réel débat a débuté en 2005 au moment des « Etats Généraux de la Décroissance Equitable » puis de la création du PPLD.

³⁷ Margaux et Jérôme m'ont ainsi expliqué :

Margaux : « Ouais, c'était ça aussi parce que les municipales elles sont arrivées aussi... le débat c'était, voilà, Sarkozy a été élu, il y a une prochaine échéance politique et ben nous on fait quoi, parce que, enfin... »

Jérôme : Oui, c'est vrai que ça a été un peu...

De manière plus générale, on assiste depuis un certain temps à une montée en puissance de la critique des partis de gouvernement due notamment à leur convergence sur de nombreuses questions, notamment économiques, ainsi qu'à l'essor du populisme³⁸. Cette critique est présente dans le discours des objecteurs de croissance qui y associent aussi la dénonciation de la compromission des Verts dans leur alliance avec le Parti socialiste. En conséquence, les tenants de la décroissance qui ont choisi de se lancer en politique préfèrent le faire soit en se rapprochant de l'extrême-gauche, ce qui a été la stratégie choisie par les objecteurs de croissance de la liste Audaces, soit en se présentant de manière indépendante par le biais de candidatures individuelles (aux élections cantonales par exemple) ou en se rassemblant dans une structure éphémère comme Idéalyon.

Au-delà de ce contexte, des analyses développées dans l'étude des mouvements sociaux peuvent nous aider à identifier des variables qui ont pu faciliter ou, au contraire, contraindre l'entrée dans le champ politique de ces militants. L'analyse de la structure des opportunités politiques peut notamment nous indiquer des dimensions à prendre en compte. En nous inspirant de cette théorie, l'idée n'est pas de rentrer dans les débats qui ont animés la communauté scientifique à son sujet mais de prendre en compte que, comme le disent Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer Zald, les mouvements sociaux sont « façonnés par l'ensemble plus général de contraintes et opportunités politiques uniques au contexte national dans lequel ils sont ancrés. »³⁹ Ainsi nous avons observé quatre dimensions mentionnées par ces auteurs : « l'ouverture ou la fermeture relative du système politique institutionnalisé ; la stabilité de l'ensemble général des alignements des élites qui typiquement soutiennent une communauté politique ; la présence d'alliés dans l'élite ; la capacité et la propension de l'Etat pour la répression »⁴⁰.

Concernant l'ouverture ou la fermeture du système politique institutionnalisé, le système politique français est relativement fermé, notamment de par son système électoral. Le système majoritaire à deux tours pour les élections législatives et l'élection du président de la République au suffrage universel renforcent la tendance au bipartisme ainsi que la personnalisation du pouvoir, deux éléments qui ne favorisent pas l'émergence de petits partis. Même au niveau local où le système proportionnel est présent, il est organisé de telle sorte qu'il reste très difficile de se faire élire si on n'appartient pas à un parti de gouvernement existant ou à une alliance avec un des partis majoritaires.

Si l'on observe la stabilité de l'ensemble général des alignements des élites qui typiquement soutiennent une communauté politique, on constate une recomposition en cours de la gauche depuis au moins une dizaine d'années. En effet, la gauche n'a gagné aucune élection nationale depuis 1997 et les partis de cette tendance cherchent à se réformer afin de reconquérir un électorat qui les a délaissés. Cela peut

Margaux : ... comment... ça a été...

Jérôme : ... même si on voit l'origine de la liste, les moments où on a commencé à discuter avec Pierre de... de ça, ça a été après l'élection de Sarkozy, enfin... c'était...

Margaux : Voilà...

Jérôme : C'était... Bon on peut pas laisser la politique évoluer comme ça et...

Margaux : Voilà et on a... et on est responsable aussi...

Jérôme : ... après le débat, voilà...

Margaux : ... de ce qui s'est passé, quoi, enfin... on n'a rien fait...

Jérôme : ... après le débat, ouais, l'alternative Ségolène Royal-Sarkozy, c'était tellement... ouais, tellement... effrayant et consternant que voilà, enfin c'est... On se disait là il faut bouger, quoi... enfin... [Silence]

³⁸ Voir notamment : Peter Mair, « The Challenge to Party Government », *West European Politics*, 31(1-2), 2008, pp.211-234 ; Yves Mény, Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000 ; Herbert Kitschelt, « Social Movements, Political Parties, and Democratic Theory », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 528, 1993, pp.13-29.

³⁹ Doug McAdam, John D. McCarthy, Mayer N. Zald, « Introduction : Opportunities, Mobilizing Structures, and Framing Processes – Towards a Synthetic, Comparative Perspective on Social Movements », in : Doug McAdam, John D. McCarthy, Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Culture Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.3

⁴⁰ *Idem*, p.10. Voir aussi : Sidney Tarrow, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, New York, Cambridge, Cambridge University Press, 1998. D'autres typologies des opportunités politiques ont aussi été offertes, il ne s'agit que d'une parmi plusieurs mais qui nous paraissait plus adaptée à notre étude.

potentiellement jouer en faveur de personnes apportant des idées nouvelles dans le champ politique comme les objecteurs de croissance. En effet, en raison de cette recomposition, la gauche ne dispose pas de leaders incontestés mais de nombreux candidats se bousculent. Afin de se démarquer, apporter un discours nouveau peut donc être vu comme une bonne stratégie. Il reste que, jusqu'à récemment, les idées décroissantes ne semblaient pas être reprises par les partis dominant le jeu politique.

Au moment de leur entrée dans le champ politique, les objecteurs de croissance ne disposaient pas d'alliés au sein de l'élite. Le seul homme politique ouvertement décroissant, Yves Cochet, avait une position minoritaire chez les Verts et les objecteurs de croissance n'ont jamais exprimé un désir de se rapprocher de ce parti, bien au contraire. En effet, on aurait pu imaginer un rapprochement entre la mouvance décroissante et le parti écologiste dans l'optique de renforcer le poids politique d'Yves Cochet par exemple mais, comme nous l'avons déjà mentionné, les Casseurs de Pub ainsi que les militants qui gravitent autour de cette association n'ont jamais pardonné la stratégie d'alliance des Verts avec le Parti socialiste ainsi que leurs positions jugées trop timorées sur de nombreux sujets⁴¹. Enfin, les autres partis, notamment de gauche ou d'extrême-gauche étaient alors très critiques envers le concept de décroissance⁴² et une alliance avec les objecteurs de croissance aurait été difficilement envisageable.

Enfin, la dernière dimension est la capacité et la propension de l'Etat à la répression. Dans le contexte français, il n'est bien sûr pas question de répression. On peut cependant noter que les objecteurs de croissance perçoivent, à tort ou à raison, une convergence des élites politiques et médiatiques dans leur mépris de la décroissance et leurs tentatives de décrédibilisation du discours décroissant qui ne facilite pas leur émergence dans le débat public.

On le voit, le contexte de leur entrée dans le champ politique n'a pas été particulièrement favorable aux objecteurs de croissance, d'autant plus pour ceux, comme les militants qui ont monté la liste Idéalyon lors des municipales de 2008, qui ont décidé de pas faire d'alliance avec des partis existants. Cependant, il ne faut pas oublier que les opportunités politiques ne sont pas que des structures extérieures aux militants, elles ne contraignent ou n'aident les activistes que dans la mesure où ces derniers les *perçoivent* comme tels⁴³. De plus, comme le disent Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald, « les mouvements peuvent naître largement des opportunités environnementales, mais leur destin est grandement façonné par leurs propres actions. »⁴⁴ Il faut donc chercher ce qui a poussé les objecteurs de croissance à dépasser ces contraintes afin de s'engager tout de même en politique. Une des réponses réside, selon nous, dans leur utopie anticonsumériste.

2.3. Une utopie anticonsumériste qui incite à l'engagement politique

La recherche dans laquelle s'inscrit cette réflexion porte sur l'utopie dans les mouvements sociaux dont l'objectif est d'identifier si des éléments utopiques peuvent être observables dans notre étude de cas (qui porte sur certaines organisations appartenant au consumérisme politique) et, si tel est le cas, d'observer leur rôle dans l'action collective.

⁴¹ Cette position n'a pas changé depuis l'entrée en politique des objecteurs de croissance puisque lors des dernières élections européennes de 2009, la tête de liste du rassemblement Europe-Ecologie en Ile-de-France, Daniel Cohn-Bendit, a été le sujet d'attaques virulentes, notamment lors de la conférence du contre-Grenelle 2 tenue à Lyon le 2 mai 2009 par Sophie Divry, par ailleurs tête de liste pour Audaces aux municipales de Lyon en 2008 dans le premier arrondissement et journaliste à *La Décroissance* : Sophie Divry, « Cohn-Bendit, ou le capitalisme Canada Dry », in : Paul Ariès *et al.* (dir.), *Non au capitalisme vert*, Lyon, Parangon, 2009, pp.34-40.

⁴² La situation est en train d'évoluer avec le NPA ou le Parti de Gauche, voire même une frange du Parti socialiste qui se retrouve dans Utopia. En effet, ces acteurs introduisent progressivement le concept dans leurs débats et ont eu des rencontres avec des objecteurs de croissance. Nous reviendrons sur ce point en conclusion de notre contribution. Cependant, au moment de leur entrée en politique, la configuration était assez différente et le mot « décroissance » n'était que difficilement prononçable au sein de ces partis (ou de leurs ancêtres).

⁴³ Voir notamment : William A. Gamson, David S. Meyer, « Framing Political Opportunity », in : Doug McAdam, John D. McCarthy, Mayer N. Zald (dir.), *op. cit.*, pp.275-290.

⁴⁴ Doug McAdam, John D. McCarthy, Mayer N. Zald, *op. cit.*, p.15.

Nous définissons l'utopie comme étant à la fois une forme de discours et un ensemble de pratiques. Un discours utopique inclut, tout d'abord, un rejet de la société existante et, ensuite, sinon une conception claire de ce à quoi pourrait ressembler un autre monde, au moins l'idée qu'une autre société est *possible* et *désirable*. Une pratique utopique, quant à elle, est une tentative de créer, ici et maintenant, au moins certains aspects du discours utopique dans l'espoir de le diffuser au reste de la société. Selon notre étude, la forme que prend l'utopie dépend des caractéristiques des individus, des groupes et des mouvements sociaux qui la construisent. De plus, elle évolue avec le reste du discours articulé par ces acteurs et elle est donc en transformation permanente. Enfin, l'utopie a un impact sur l'action collective : elle a un pouvoir d'attraction et un rôle dans les choix faits par les acteurs lorsqu'ils s'engagent dans le militantisme. Cette étude n'est pas terminée et donc cette définition de l'utopie ainsi que de son rôle dans l'action collective est susceptible d'évoluer au cours de notre recherche.

Lors de notre enquête, nous avons pu identifier ce que nous nommons l'utopie anticonsumériste chez les objecteurs de croissance⁴⁵. Elle est basée sur la critique de l'idéologie de la croissance et de la société de consommation. A cette critique s'ajoute un espoir affirmé dans la possibilité d'un changement de société auquel s'ajoute l'idée de l'indispensable nécessité de changer les choses à cause de la crise écologique⁴⁶. Aucune description d'une société idéale n'est donnée mais certains éléments nécessaires à améliorer les choses sont revenus de manière récurrente comme la nécessité de ralentir notre rythme de vie, de renouer les liens sociaux au sein de petites communautés, la décroissance des inégalités tant au niveau mondial entre le Nord et le Sud que dans nos sociétés occidentales, la fin de l'hyperconsommation remplacée par la modération et le bon usage des ressources, etc. Comme nous l'avons déjà mentionné, ces alternatives peuvent être promues à la fois au niveau individuel et au niveau collectif. Le niveau individuel a été théorisé sous le terme de « simplicité volontaire » alors que le niveau collectif concerne la décroissance à proprement parler⁴⁷.

Un des éléments important de notre conception de l'utopie est l'articulation entre les discours et les pratiques utopiques. Il s'agit d'une quête de cohérence que nous avons trouvée de manière très présente dans notre étude. La simplicité volontaire prend ainsi toute son importance en tant que mise en pratique concrète des idéaux promus sans attendre un Grand Soir hypothétique. Cependant, les objecteurs de croissance rencontrés semblaient unanimes à exprimer que la simplicité volontaire n'est pas suffisante pour transformer la société et que le niveau collectif, et particulièrement politique, est indispensable à prendre en compte pour qui a cet objectif⁴⁸.

Les tenants de la décroissance argumentent cela en partant du constat que la crise écologique et sociale dans laquelle nous sommes est de la responsabilité de la communauté toute entière et que c'est donc la communauté politique en tant que telle qui doit prendre la décision de changer sa façon de vivre sur Terre. De plus, de nombreuses réformes préconisées par ces militants seraient impopulaires auprès de la population générale, elles doivent donc, selon eux, être imposées par le haut. En conséquence, tout comme la simplicité volontaire est perçue comme une mise en pratique des idéaux décroissants et donc

⁴⁵ Pour cela nous avons utilisé une série d'indicateurs que nous avons nommés les « utopèmes ». Analytiquement, il existe trois formes d'utopies à différents niveaux d'analyse : l'utopie individuelle, l'utopie collective (au niveau des groupes) la méta-utopie (au niveau des mouvements sociaux). Ces trois niveaux ne sont réellement différenciables que d'un point de vue analytique et ils sont en interaction constante dans la réalité. Il paraît néanmoins utile de les différencier et de préciser qu'ici nous nous centrerons sur l'utopie collective des objecteurs de croissance gravitant autour des Casseurs de Pub.

⁴⁶ Il s'agit de l'idée selon laquelle nous serions face à un choix : la décroissance ou le chaos.

⁴⁷ Il existe d'ailleurs des tenants de la simplicité volontaire qui n'ont pas relié cette pratique à un discours prônant la décroissance au niveau collectif et politique.

⁴⁸ Jérôme : « Enfin, je milite d'une certaine manière mais ça me suffit pas simplement moi de me dire 'Je ne nuis pas à la planète.' C'est... je le dis aussi, j'ai envie que l'ensemble le fasse. Déjà parce que sinon ça sert pas à grand-chose, enfin si je suis le seul à le faire, mais en plus parce que ça sera toujours plus... ça sera plus facile de le faire si on le fait tous. Et parce qu'on n'est pas... c'est aussi un mirage de notre vie de penser qu'on... que l'action... voilà, enfin, que de la même manière qu'il n'y a pas de main invisible du marché qui fait que quand tout le monde change... que... enfin, que le marché se règle automatiquement, de la même manière, si tout le monde change individuellement, l'institution et la politique ne changent pas... [Silence] C'est l'institution qui nous détermine, quoi... » (Entretien du 8 avril 2009).

une prolongation *logique* de leur discours utopique, l'engagement politique est présenté par ces acteurs comme une nécessité pour être en cohérence avec leurs idées.

De plus le discours décroissant est très généraliste, les objecteurs de croissance perçoivent la société de consommation et le capitalisme comme un système dont tous les aspects doivent être combattus. A ce titre, leur discours ressemble plus à un programme politique qu'à une cause de type associatif comme on peut le trouver chez d'autres groupes proches des Casseurs de Pub⁴⁹. Enfin, lorsqu'on observe l'ampleur des changements revendiqués, on réalise qu'ils désirent une véritable révolution culturelle qui comprend des bouleversements intellectuels dans la manière dont les gens conçoivent le monde ainsi que leur rapport à la consommation, à l'argent, au travail, à la cité, etc., mais aussi des transformations importantes dans les pratiques à tous les niveaux, quotidien, professionnel, politique, etc.⁵⁰

Le choix du double positionnement des objecteurs de croissance dans les deux sphères sociales que sont l'espace des mouvements sociaux et le champ politique s'explique donc en partie par leur isolement relatif dans le premier espace ainsi que par la recherche de mise en cohérence avec l'utopie anticonsumériste promue par les tenants de la décroissance. Pourtant leur choix – notamment dans le cas d'Idéalyon mais de nombreux autres exemples pourraient être cités – de ne pas rallier de parti existant ou de former une alliance même temporaire avec eux, paraît surprenante au regard de la structure des opportunités politiques française qui ne facilite pas l'entrée d'acteurs politiques en dehors des grands partis existants. Cette décision ne prend tout son sens que si l'on intègre la raison pour laquelle les objecteurs de croissance sont entrés dans le champ politique. En effet, au moins sur le court terme, ils ne cherchaient pas à être élus mais à prendre part au débat public afin d'y imposer un thème qui, selon eux, était inexistant, la décroissance. Ce n'est qu'en envisageant la politique sous cet angle que leur action prend tout son sens :

« Et on pensait tous que créer une autre ville c'était possible. Alors bien sûr on le sait on sera pas élus, hein, mais... [Rires] mais, voilà. Et ce qui me plaisait aussi dans l'idée (...) c'est pouvoir discuter avec les gens et leur expliquer notre conception de la ville... enfin nos utopies en quelque sorte, nos idées, voilà. Même si... enfin, je pense pas que tous voteront pour nous, c'est pouvoir échanger sur ces... sur ces points-là. »⁵¹

3. Quelles sont les conséquences de ce double positionnement ?

Ce double positionnement a eu des conséquences sur les objecteurs de croissance à la fois dans le champ politique et dans l'espace des mouvements sociaux. En effet, ces militants ont investi le champ politique d'une façon particulière puisqu'ils ne cherchent pas à être élus (au moins sur le court terme) mais à profiter de cet espace pour contribuer au débat public. De plus, ce double positionnement a des conséquences sur leur vision de l'engagement décroissant. Enfin, il renforce un aspect du discours utopique anticonsumériste que l'on peut nommer le « radicalisme autolimité ».

3.1. L'utilisation du champ politique pour sa fonction tribunitienne

Nous avons expliqué que les objecteurs de croissance investissent le champ politique avec une finalité différente de celle des acteurs politiques traditionnels – au moins ceux appartenant aux partis de gouvernement – pour qui la fonction de sélection des élites est une des fonctions principales des

⁴⁹ L'exemple de Paysage de France est à ce titre très éclairant puisqu'on peut observer une association préoccupée par un problème particulier : les enseignes commerciales qui ne respectent pas la réglementation. Cependant, nous pourrions aussi mentionner les Déboulonneurs ou RAP dont les discours sont là aussi plus restreints que celui des Casseurs de Pub.

⁵⁰ A ce titre, Randolph Haluzay-DeLay décrit un phénomène relativement similaire lorsqu'il parle de l'ampleur des changements préconisés par les militants écologistes qui veulent imposer un « habitus écologique » dans la population générale : Randolph Haluzay-DeLay, « A Theory of Practice for Social Movements : Environmentalisme and Ecological Habitus », *Mobilization : An International Journal*, 13(2), 2009, pp.205-218.

⁵¹ Entretien avec Margaux, 21 novembre 2007.

élections⁵². On peut en effet parler dans leur cas d'une utilisation de l'élection pour sa « fonction tribunitienne » pour reprendre les termes de Georges Lavau⁵³. Il ne s'agit pas comme dans l'analyse du Parti communiste français de parler de représentation la « plèbe » ouvrière mais d'envisager l'élection comme une instance de débat public dans lequel, en théorie au moins, tout citoyen peut participer, comme une tribune. Les tenants de la décroissance ne sont bien sûr pas les seuls à se présenter aux élections sans vouloir se faire élire, les partis des extrêmes ou représentant des minorités⁵⁴ sont en effet souvent dans cette situation et l'élection présidentielle est un bon exemple de campagne où la plupart des candidats s'investissent en sachant pertinemment qu'ils n'ont aucune chance de gagner. Il ne s'agit donc pas de souligner une quelconque particularité des tenants de la décroissance mais de comprendre la logique dans laquelle ils ont investi le champ politique. Un des auteurs de référence de la décroissance, Nicolas Ridoux, a d'ailleurs des propos très clairs à ce sujet lorsqu'il explique :

« Le niveau collectif passe ainsi par des candidatures aux élections à venir, clairement positionnées en faveur de la décroissance. Les candidatures sont un des canaux de transmission de l'information et permettent ainsi de porter le débat sur la place publique. La démocratie représentative doit être investie par les partisans de la décroissance. Ceux-ci proposent la construction et la formulation collective d'une proposition alternative, une vision qui encadre le simple arbitrage d'intérêts particuliers trop souvent *exclusivement économiques*. Nous souffrons sans doute de trop de consensus et d'une absence de propositions dont la radicalité soit à la hauteur des enjeux que nous avons décrits en première partie. »⁵⁵

De leur côté, Margaux et Jérôme expriment aussi clairement les raisons de leur entrée en politique :

Sophie : Vous espériez quoi en vous engageant ? Au niveau retombées, au niveau... dans vos plus *fous* espoirs ?
[*Rires des deux*]

Jérôme : Euh...

Margaux : C'est vraiment d'amener des idées quoi...

Jérôme : Ouais...

Margaux : ... de faire réfléchir les gens, juste de...

Jérôme : Je crois que nous on n'espérait pas, on n'a *jamais* pensé...

Margaux : Non, jamais...

Jérôme : ... de façon crédible qu'on pourrait avoir un élu ou quoi...

Margaux : ... et puis même on voulait pas, quoi ! [*Rires*]

Jérôme : ... enfin... quand même, ouais... on aurait peut-être été emmerdés aussi, mais bon...

Margaux : Non... on aurait été emmerdés aussi ! [*Rires*] Si on avait...

Jérôme : ... ça aurait été, ce serait super, enfin...

On le voit, l'idée était d'introduire la décroissance dans le débat public et non de prendre le pouvoir dans l'arrondissement. En effet, si la perspective d'avoir un élu était envisagée, celle de gagner l'élection n'a même pas été mentionnée. Avoir un élu signifiait en fait continuer cette fonction tribunitienne au sein du conseil municipal en maintenant le débat autour de la décroissance au-delà des élections.

⁵² Nous nous référons ici à la théorie classique de Joseph A. Schumpeter pour qui « la méthode démocratique est un arrangement institutionnel pour arriver à des décisions politiques dans lequel les individus obtiennent le pouvoir de décision au moyen d'une lutte compétitive pour le vote de la population. » : Joseph A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, London, Allen and Unwin, 1976, p.269.

⁵³ Georges Lavau définit la fonction tribunitienne du parti politique par ces mots : « Organiser et défendre des catégories sociales plébéiennes (c'est-à-dire exclues ou se sentant exclues des processus de participation du système politique, comme d'ailleurs du bénéfice du système économique et du système culturel) et leur donner un sentiment de force et de confiance (...). Le programme politique proposé et l'action politique menée signifie pour ces plébéiens que leur colère est officiellement représentée par des mandataires qui leur ressemblent et parlent leur langage, mais sous une forme politique articulée. » : Georges Lavau, « Le Parti communiste dans le système politique français », in : Frédéric Bon, Monique Michelet, Raymond Fichelet, *Le communisme en France*, Paris, Armand Colin, 1969. Citation trouvée dans : Yves Mény, Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000, p.253. Voir aussi : Georges Lavau, « Parti et systèmes politiques : Interactions et fonctions », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 2(1), 1969, pp.18-44 ; Richard W. Johnson, *The Long March of the French Left*, Londres, Macmillan, 1981.

⁵⁴ Par exemple, Pontus Odmalm et Charles Lees ont décrit un phénomène très similaire (en parlant eux aussi de fonction tribunitienne) à propos de partis représentant des minorités ethniques en Suède et aux Pays-Bas : Pontus Odmalm, Charles Lees, *op. cit.*

⁵⁵ Nicolas Ridoux, *op. cit.*, p.148.

Or, si un activiste entre en politique dans l'optique de se focaliser sur la fonction tribunitienne de l'élection, il ne va pas agir de la même manière que s'il y va pour se faire élire. En effet, rejoindre un parti pour faire en sorte d'obtenir une place éligible sur une liste perd de son importance, ce qui lui permet d'être plus réfractaire à l'idée de compromis. L'objectif n'étant pas de se faire élire mais de faire entendre ses idées, il peut alors être plus intéressant de se lancer seul plutôt que de faire une alliance qui implique nécessairement d'adapter son discours aux autres partis. De plus, il peut être porteur de se présenter comme quelqu'un d'intègre qui refuse les compromissions car cela permet de garder une sorte de virginité politique liée à son absence dans les instances de pouvoir⁵⁶ ainsi qu'une certaine forme de radicalité. La différence de vision de la finalité de l'élection est peut-être ce qui explique ce qui a poussé certains objecteurs de croissance à rallier Audaces qui était une alliance avec la LCR et d'autres, comme Margaux et Jérôme, à refuser cette alliance dans le cadre d'Idéalyon. Le résultat transcrit d'ailleurs partiellement cela puisque les scores de la liste Audaces ont été supérieurs à ceux d'Idéalyon⁵⁷.

3.2. Une nouvelle forme d'action collective individualisée ?

La perception que se font les objecteurs de croissance de l'espace de mouvements sociaux et du champ politique donne l'impression qu'ils les conçoivent en quelque sorte comme se chevauchant au moins en partie. En effet, leur vision de l'élection comme une tribune où tous les citoyens peuvent participer au débat public rejoint leur vision de l'engagement au sens plus global. Lorsque je lui ai demandé la différence qu'elle faisait entre les deux types d'engagement, Margaux a fait le rapprochement entre les deux en me parlant d'une « logique d'engagement, d'engagement dans la société, quoi, donc ça c'est la même, quoi, enfin... une logique de 'je fais partie d'un groupe, je fais partie d'une société, je... voilà, je participe à son fonctionnement, au fonctionnement démocratique...' » Il n'y a donc pas de rupture entre les expériences de militantisme associatif ou politique de ces acteurs qui ne sont que différents moyens d'introduire la décroissance dans le débat public.

Cela ne veut pas dire que les objecteurs de croissance mettent les deux sphères sur le même plan. Au contraire, ils sont conscients des nombreuses différences que l'on peut trouver. Margaux et Jérôme, par exemple, ont notamment réalisé en s'engageant dans les élections municipales que le militantisme politique est bien plus difficile que le militantisme associatif. Ils admettent un manque de « compétences pratiques et cognitives », pour reprendre les termes de Lilian Mathieu⁵⁸, dans le champ politique : un manque de connaissance du fonctionnement des institutions mais aussi des méthodes utilisées au sein des campagnes électorales. Il leur fallait prendre position sur de nombreux sujets qui dépassaient le cadre même des municipales mais aussi réagir aux différentes tactiques politiques des leurs adversaires. Enfin, une autre différence entre les deux types d'engagement est le public touché. En effet, une campagne politique permet de toucher un public bien plus large qu'une marche pour la décroissance ou un militantisme associatif. Cela signifie une tribune plus large, ce qui est positif, mais aussi un défi plus important car la contradiction a parfois été bien plus virulente.

⁵⁶ On retrouve ici la critique faite à l'encontre des Verts par les objecteurs de croissance dont l'alliance avec le Parti socialiste signifie un ralliement aux thèses néolibérales. Margaux et Jérôme m'expliquent ainsi en parlant des Verts :

Margaux : « Le problème c'est qu'on n'est pas prêts au consensus, quoi, enfin... On n'a pas envie de ça, quoi... »

Jérôme : Ben le consensus...

Margaux : ... c'est pour ça qu'on n'arrive pas à s'affilier à...

Jérôme : Ouais... ben pour moi, voilà, le consensus entre le libéralisme économique et le... et les idées de la décroissance ou les idées écologiques, pour moi n'est pas possible, enfin c'est qu'on cherche à montrer, c'est... voilà, c'est l'impossibilité de... de ça, quoi, enfin c'est... c'est d'abord critiquer un système politique et je veux dire c'est quelque part... si on regarde la décroissance, maintenant, enfin un parti... enfin on a des partis qui critiquent de façon la plus violente le capitalisme, pas dans le sens de la critique traditionnelle marxiste mais... la... la critique en termes de, ouais, de conséquences de voilà, enfin, qui est philosophique je dirais... voilà, enfin donc, tant qu'on n'a pas des gens qui prennent *clairement* position contre le système capitaliste, voilà, enfin, on peut pas envisager de s'y associer, enfin moi, c'est... [Silence] » (Entretien du 8 avril 2009)

⁵⁷ Même si ce n'est certainement pas la seule explication, la sociologie des votes variant grandement d'un arrondissement à l'autre.

⁵⁸ Lilian Mathieu, *op. cit.*, 2007.

Nous avons déjà mentionné que les objecteurs de croissance ont tendance, comme de nombreux militants du consumérisme politique, à vivre leur engagement sous la forme d'actions collectives individualisées⁵⁹ plus que sous la forme d'un militantisme traditionnel. En effet, des personnes que nous avons rencontrées, peu sont membres actifs d'associations, la plupart rapprochant plutôt leur engagement à un style de vie particulier, la simplicité volontaire, auquel s'ajoute la participation à des actions et campagnes ponctuelles. En lien avec ce constat, on peut aussi interpréter leur investissement du champ politique comme une autre forme d'action collective individualisée : un engagement ponctuel, au même titre que d'autres, fait en tant qu'individu militant mais non au nom d'une organisation, réalisé soit seul en cas d'élection uninominale majoritaire soit au sein d'un groupe informel et éphémère en cas de scrutin de liste.

Cette vision de l'engagement s'explique par la cohérence avec l'utopie anticonsumériste mais sans doute aussi, au moins en partie, par la relative faiblesse de leurs ressources ou, pour continuer dans le vocabulaire bourdieusien, de leur capital, notamment économique, social et politique mais aussi, d'une certaine manière militant⁶⁰. En effet, on peut se demander si la création d'organisations de mouvement social stables, d'une part, ou de partis politiques, d'autre part, est possible – au moins pour le moment. Les objecteurs de croissance disposent du soutien de quelques intellectuels et figures médiatiques qui leur permettent une certaine visibilité politique et médiatique mais ni de la population de militants potentiels prêts à s'investir de manière plus traditionnelle ni de l'argent nécessaire à des campagnes d'envergure. On peut donc se demander si les objecteurs de croissance seront capables dans l'avenir de mobiliser au-delà de campagnes ponctuelles dans des structures plus organisées.

3.3. Le renforcement d'un « radicalisme autolimité »

Nous avons déjà expliqué l'importance, dans notre approche de l'utopie, de l'interaction entre les discours et les pratiques utopiques et nous avons montré comment le choix de l'entrée dans le champ politique des objecteurs de croissance était justifié et adapté au discours utopique anticonsumériste. Cependant il s'agit d'une relation à double sens et cet investissement des deux sphères sociales renforce aussi certains aspects du discours utopique anticonsumériste, notamment ce que l'on peut appeler le « radicalisme autolimité », en reprenant les termes d'Andrew Arato et Jean Cohen. En effet pour ces auteurs, le radicalisme autolimité comprend les « projets pour la défense de la société civile qui acceptent la différenciation structurelle et reconnaissent l'intégrité du système politique et économique »⁶¹. Or, lorsque l'on observe les revendications des objecteurs de croissance, et notamment de ceux gravitant autour des Casseurs de Pub, on peut constater la radicalité des changements préconisés dans les sphères environnementales, économiques ou sociales. On pense notamment à la relocalisation de l'économie ou à la création, en sus d'un salaire minimum universel inconditionnel, d'un salaire maximal d'activité⁶². Contrairement à la définition d'Andrew Arato et Jean Cohen, le radicalisme de la décroissance concerne donc aussi l'économie mais l'acceptation du système est très forte lorsque l'on observe leur vision des institutions.

⁵⁹ En parlant des militants de la cause anti-publicitaire, par ailleurs proche de la décroissance, Sophie Dubuisson-Quellier et Julien Barrier expliquent ainsi : « C'est l'idée de l'action collective individualisée qui fonde la théorie de l'activisme consumériste selon laquelle la dimension collective du consumérisme politique est le produit de l'agrégation des actes individuels. » : Sophie Dubuisson-Quellier, Julien Barrier, « Protester contre le marché : Du geste individuel à l'action collective. Le cas du mouvement anti-publicitaire », *Revue française de science politique*, 57(2), pp.209-237.

⁶⁰ Voir : Frédérique Matonti, Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2005, pp.5-11.

⁶¹ Andrew Arato, Jean Cohen, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, Mass, MIT Press, 1992, p.493. Daniel Mouchard concernant les mobilisations des « sans », d'un côté, et Sophie Dubuisson-Quellier et Julien Barrier pour les mobilisations anti-publicitaires, font une analyse similaire. Voir : Daniel Mouchard, « Les mobilisations des 'sans' dans la France contemporaine : L'émergence d'un 'radicalisme autolimité' ? », *Revue française de science politique*, 52(4), 2002, pp.425-447 ; Sophie Dubuisson-Quellier, Julien Barrier, *op. cit.*

⁶² Voir notamment : Paul Ariès, *op. cit.*, 2006.

En effet, lors des entretiens ainsi que dans les écrits des Casseurs de Pub, on remarque une vision de la démocratie et du pouvoir assez surprenante et en décalage complet avec des mouvements sociaux pourtant proches d'eux sur d'autres thématiques comme le mouvement écologiste ou l'altermondialisme qui prônent des formes de démocratie directe et participative. Les institutions de la cinquième République ne sont jamais remises en cause, la démocratie participative n'est que peu prônée⁶³ et l'idée d'un « pouvoir fort » est même régulièrement vantée. Margaux explique ainsi :

« Après je pense qu'il faudrait aussi un pouvoir politique, donc, raisonnable et fort parce que... je sais pas si on peut réussir à changer le monde sur le mode de la démocratie participative etc. etc. etc., je crois que à un moment donné, enfin là on est trop loin, on... c'est trop loin dans la difficulté et je pense qu'il faudrait vraiment, ouais, un pouvoir *fort* qui prenne des mesures pour arrêter l'engrenage parce qu'on est déjà loin dans l'engrenage, quoi... Voilà... »⁶⁴

Le discours utopique et l'engagement concret se nourrissent donc mutuellement avec certainement une adaptation réciproque qui permet la recherche de cohérence entre idéaux et pratiques et le choix de cet investissement dans le champ politique a contribué à faire évoluer la réflexion sur la décroissance de ces militants.

Conclusion : Quel futur pour la décroissance en politique ?

Par cette contribution, nous avons voulu apporter quelques éclairages pour mieux comprendre les raisons qui ont pu pousser des militants issus de l'espace des mouvements sociaux à s'engager dans le champ politique. En effet, le double positionnement des objecteurs de croissance s'explique au moins en partie par leur isolement relatif dans l'espace des mouvements sociaux et, au-delà, dans le monde médiatique ainsi que par la cohérence de cette attitude avec leur discours utopique anticonsumériste. Cependant, ils ont fait face à un contexte peu favorable, d'autant qu'ils ont refusé de rejoindre des partis préexistants sur l'échiquier politique, ce choix ne prenant tout son sens que si on considère qu'ils perçoivent leur engagement dans le champ politique comme l'investissement d'une nouvelle tribune pour faire avancer le débat sur la décroissance. Cela a donc pour conséquence une utilisation du champ politique pour sa fonction tribunitienne et non pour sa fonction de sélection des élites. Cet engagement est vécu comme une autre forme d'action collective individualisée dans le prolongement de la simplicité volontaire ou l'engagement associatif. Enfin, ces choix ont contribué à renforcer le discours utopique anticonsumériste, notamment dans son aspect de « radicalisme autolimité ». L'exemple des objecteurs de croissance entrés en politique, et notamment de la liste Idéalyon, montre donc que la frontière entre l'espace des mouvements sociaux et le champ politique peut parfois être très spongieuse et que les enjeux dans l'une des sphères peuvent avoir des conséquences dans l'autre⁶⁵.

Si l'investissement du champ politique répond en partie à l'isolement relatif dans l'espace des mouvements sociaux des objecteurs de croissance, il semble cependant qu'à ce positionnement répond aussi un isolement dans le champ politique. En effet, la décroissance semble une fois encore éprouver des difficultés à trouver sa place et le terme reste très négativement connoté dans l'espace médiatique. C'est peut-être face à ce constat que certains objecteurs de croissance semblent avoir récemment changé de stratégie. En effet, au-delà des engagements isolés et ponctuels dont nous avons parlé, certains leaders de la décroissance comme Paul Ariès et Vincent Cheynet ont récemment exprimé la volonté de rentrer dans une stratégie d'alliance avec des partis d'extrême-gauche, notamment pour les élections européennes de 2009⁶⁶. L'alliance ne s'est pas faite mais des rencontres ont eu lieu et des réflexions quant à des rapprochements potentiels sont en cours. De plus, les Verts et le NPA ont adopté des motions adoptant officiellement le terme de décroissance, même si cette dernière reste circonscrite : le NPA parle ainsi de

⁶³ On trouve d'ailleurs quelques critiques acerbes des tentatives d'innovations démocratiques effectuées par les mouvements sociaux notamment par Vincent Cheynet. Voir notamment : Vincent Cheynet, *op. cit.*, pp.154-155.

⁶⁴ Entretien du 21 novembre 2007.

⁶⁵ Lilian Mathieu parle ainsi d'autonomie relative de l'espace des mouvements sociaux. Voir : Lilian Mathieu, *op. cit.*, 2007.

⁶⁶ Ils l'ont notamment fait lors d'un appel au NPA et au front de gauche dans un article publié par le journal *Politis* : Paul Ariès, Vincent Cheynet, « Un objecteur de croissance tête de liste », *Politis*, 12 février 2009.

la « décroissance de la consommation des ressources non renouvelables » dans ses principes fondateurs et les Verts de « décroissance ciblée sur des objectifs concrets » comme la décroissance des gaspillages énergétiques ou des profits indécents.

Si la volonté d'alliance se concrétise, les objecteurs de croissance devront choisir entre deux options : celle de s'allier à l'extrême-gauche anticapitaliste en tentant de les convaincre du bienfondé de leur réflexion écologique ou celle de s'allier aux écologistes en tentant de les convaincre de la nécessaire lutte anticapitaliste. Les leaders des Casseurs de Pub semblent avoir fait leur choix en appelant au rapprochement avec le NPA et le Front de gauche et en critiquant ouvertement les Verts mais il n'est pas sûr que cela fasse consensus auprès de tous les tenants de la décroissance.

Enfin, on peut s'interroger sur la capacité de la décroissance à participer à la transformation des clivages politiques. En effet, il a déjà été montré que la présence d'extrémistes pouvait favoriser l'aile modérée d'une cause en faisant apparaître son discours comme plus légitime tout en la poussant à durcir certaines de ses revendications⁶⁷ et on peut se demander si la décroissance ne pourrait pas contribuer de la même manière à la montée en puissance du discours écologiste, notamment tenu par les Verts et, plus largement, à la plus grande intégration de cette dimension dans les clivages structurant la vie politique française.

Bibliographie

- Arato, Andrew, Cohen, Jean, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, Mass, MIT Press, 1992.
- Ariès, Paul, *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne : Golias, 2005.
- Ariès, Paul, *No Conso. Manifeste pour la grève générale de la consommation*, Paris, Golias, 2006.
- Baykan, Baris Gencer, « From Limits to Growth to Degrowth within French Green Politics », *Environmental Politics*, 16(3), 2007, pp.513-517.
- Bomberg, Elisabeth, Schlosberg, David (dir.), *Beyond Borders : Environmental Movements and Transnational Politics*, Abingdon, Routledge, 2006.
- Boy, Daniel, Le Seigneur, Vincent-Jacques, Roche, Agnès, *L'écologie au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.
- Cefaï, Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, Collection La Découverte, 2007.
- Cheynet, Vincent, *Le choc de la décroissance*, Paris, Editions du Seuil, 2008.
- Crettiez, Xavier, Sommier, Isabelle (dir.), *La France rebelle. Tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Editions Michalon, 2006.
- Crossley, Nick, « From Reproduction to Transformation : Social Movement Fields and the Radical Habitus », *Theory, Culture & Society*, 20(6), 2003, pp.43-68.
- della Porta, Donatella, Diani, Mario, *Social Movements : An Introduction*, Oxford, Malden, Blackwell Publisher Inc., 2006.
- Divry, Sophie, « Les tartuffes de l'écologie », in : Ariès Paul et al. (dir.), *Pour repolitiser l'écologie : Le contre-Grenelle de l'environnement*, Lyon, Parangon, 2008, pp.19-26.
- Divry, Sophie, « Cohn-Bendit, ou le capitalisme Canada Dry », in : Paul Ariès et al. (dir.), *Non au capitalisme vert*, Lyon, Parangon, 2009, pp.34-40.
- Dryzek, John S., Downes, David, Hunold, Christian, Schlosberg, David, Hernes, Hans-Kristian, *Green States and Social Movements. Environmentalism in the United States, United Kingdom, Germany, and Norway*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- Dubuisson-Quellier, Sophie, *La consommation engagée*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2009.
- Dubuisson-Quellier, Sophie, Barrier, Julien, « Protester contre le marché : Du geste individuel à l'action collective. Le cas du mouvement anti-publicitaire », *Revue française de science politique*, 57(2), 2007, pp.209-237.

⁶⁷ Voir notamment : Doug McAdam, John D. McCarthy, Mayer Zald, *op. cit.*, p.14 ; Herbert H. Haines, *Black Radicals and the Civil Rights Mainstream, 1954-1970*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1988.

- Dumas, Gilbert, « La ville capitaliste. Quelques éléments de critique de la politique lyonnaise à partir de la campagne de la liste AUDACES », in : Ariès, Paul *et al.* (dir.), *Non a capitalisme vert*, Lyon, Parangon, 2009, pp.66-78
- Flipo, Fabrice, « Voyage dans la galaxie décroissante », *Revue du Mauss permanente*, 2007.
- Fuchs, Dieter, « The Normalization of the Unconventional : New Forms of Political Action and New Social Movements », in : Meyer, Gerd, Ryszka, Frantisek, *Political Participation and Democracy in Poland and West Germany*, Varsovie, Wydaeca, 1991, pp.148-169.
- Gamson, William A., Meyer, David S., « Framing Political Opportunity », in : McAdam, Doug, McCarthy, John D., Zald, Mayer N. (dir.), *Comparing Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp.275-290.
- Georgescu-Roegen, Nicholas, *La décroissance: Entropie, écologie, économie*, Paris, Ellébore-Sang de la terre, 2006.
- Goldstone, Jack A., *States, Parties and Social Movements*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2003.
- Haines, Herbert H., *Black Radicals and the Civil Rights Mainstream, 1954-1970*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1988.
- Haluza-DeLay, Randolph, « A Theory of Practice for Social Movements : Environmentalism and Ecological Habitus », *Mobilization : An International Journal*, 13(2), 2008, pp.205-218.
- Holzer, Boris, « Political Consumerism between Individual Choice and Collective Action : Social Movements, Role Mobilization and Signaling », *International Journal of Consumer Studies*, 30(5), 2006, pp.405-415.
- Johnson, Richard W., *The Long Marc of the French Left*, Londres, Macmillan, 1981.
- Kitschelt, Herbert, *The Logics of Party Formation : Ecological Politics in Belgium and West Germany*, Ithaca, Cornell University Press, 1989.
- Kitschelt, Herbert, « Social Movements, Political Parties and Democratic Theory », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 528, 1993, pp.13-29.
- Kriesi, Hans-Peter, « Political Mobilisation, Political Participation and the Power of the Vote », *West European Politics*, 31(1-2), 2008, pp.147-168.
- Lavau, Georges, « Le Parti communiste dans le système politique français », in : Bon, Frédéric, Michelet, Monique, Fichelet, Raymond (dir.), *Le Communisme en France*, Paris, Armand Colin, 1969.
- Lavau, Georges, « Partis et systèmes politiques : Interactions et fonctions », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, 2(1), 1969, pp.18-44.
- Mair, Peter, « The Challenge to Party Government », *West European Politics*, 31(1-2), 2008, pp.211-234.
- Mathieu, Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 52(1), 2002, pp.75-100.
- Mathieu, Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 77, 2007, pp.131-153.
- Matonti, Frédérique, Poupeau, Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, pp.5-11.
- McAdam, Doug, McCarthy, John D., Zald, Mayer N. (dir.), *Comparing Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- McAdam, Doug, Tarrow, Sidney, Tilly, Charles, *Dynamic of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- Melucci, Alberto, *Challenging Codes : Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- Mény, Yves, Syrel, Yves, *Par le peuple, pour le peuple : Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000.
- Meyer, David S., Tarrow, Sidney, *The Social Movement Society*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield, 1998.
- Micheletti, Michele, *Political Virtue and Shopping : Individual, Consumerism, and Collective Action*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

- Micheletti, Michele, Follesdal, Andreas, Stolle, Dietlind (dir.), *Politics, Products, and Market : Exploring Political Consumerism Past and Present*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2004.
- Mouchard, Daniel, « Les mobilisations des ‘sans’ dans la France contemporaine : L’émergence d’un ‘radicalisme autolimité’ ? », *Revue française de science politique*, 52(4), 2002, pp.425-447.
- Odmalm, Pontus, Lees, Charles, « Getting Ethnic Questions on the Agenda : Party Formation as a Strategy for Social Movements », *Social Movements Studies*, 5(1), 2006, pp.1-18.
- Richardson, Dick, Rootes, Christopher, *The Green Challenge. The Development of Green Parties in Europe*, London, Routledge, 1995.
- Ridoux, Nicolas, *La Décroissance pour tous*, Lyon, Parangon, 2006.
- Schumpeter, Joseph A., *Capitalism, Socialism and Democracy*, London, Allen and Unwin, 1976.
- Stolle, Dietlind, Hooghe, Marc, Micheletti, Michele, « Politics in the Supermarket : Political Consumerism as a Form of Political Participation », *International Political Science Review*, 26(3), 2005, pp.245-269.
- Villalaba, Bruno, « Les écologistes à l’heure du pragmatisme », in : Bréchon, Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, Paris, La Documentation française, 2005, pp.153-178.
- Wettergren, Åsa, « Fun and Laughter : Culture Jamming and the Emotional Regime of Late Capitalism », *Social Movement Studies*, 8(1), 2009, pp.1-15.
- Zirakzadeh, Cyrus Ernesto, *Social Movements in Politics : A Comparative Study*, London, New York, Longman, 1997.